

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
Bât. A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA COVED

777 avenue des Terres Noires
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-DECHETS-2025-01
Code AIOT : 0006806903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement SA COVED implanté Route de Lavar BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection vise à contrôler le retour à la conformité de l'installation de compostage pour laquelle un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 31 juillet 2024 pour dépassement du seuil de la déclaration (rubrique 2780-2b).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA COVED

- Route de Lavar BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006806903
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COVED exploite sur le site:

- des installations de transit, regroupement, tri (rubrique 2713, 2714, 2715, et 2716);
- une unité de compostage (2780-2b régime de la déclaration);
- une installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré dans les délais à la mise en demeure en respectant les prescriptions en cause. Il est proposé de constater la levée de la mise en demeure par lettre préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>

Activité concernée par la nomenclature des ICPE:
Rubrique n°2780-2c - Installation de compostage de déchets
La capacité maximale autorisée est inférieure à 20 tonnes par jour.

Constats :

Rappel: le critère de classement de la rubrique 2780 fait référence à la quantité de matières traitées par jour, appréciées en moyenne annuelle.

Pour l'année 2024, l'exploitant déclare la quantité de matières traitées à 7221 tonnes soit 19,73 tonnes par jours en moyenne.

Le seuil du régime de la déclaration n'a pas été dépassé.

L'inspection considère que l'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2024 en respectant les prescriptions en cause.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de constater la levée de la mise en demeure par lettre préfectorale.

Type de suites proposées : Sans suite